

MM. Gast Gibéryen (par M. Jean-Pierre Koepp), Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

A voté non: M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer et Marc Zanussi;

M. Aly Jaerling;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Den Här Jeannot Krecké freet nach d'Wuert. Hie mécht den Dépôt, mengen ech, vun enger Resolution.

2. Dépôt d'une résolution

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt eng Resolution deponéieren, déi mer säit Méint, fir net ze soe säit Joren, u sech an der Budgetskontrollkommissioun debattéiert hunn, déi eis Aarbecht soll e bëssen ofrénen an déi d'Meenung vun der Chamber soll ausdrécken, wa mer och d'Zäit net kréie fir d'Cour-des-Comptes-Gesetz esou ëmzeänneren, wéi mer eis et virstellen, mä trotzdem soll ausdrécken, wat mer dovunner halen.

Här President, déi Resolution hei dréit d'Ennerschrëfte vum Fraktiounschef vun der DP, vum ADR, vun deene Gréngen a vun der LSAP. De Fraktiounschef vun der CSV huet seng Reserv geäussert. Wann e se ophieft, da kann e se ënnerschreiwen. Wann net, dann ënnerschreift en anere se. Wann ech gelëft.

Résolution

La Chambre des Députés,

1. Vu que la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a estimé dans son rapport du 1^{er} décembre 2003 concernant le rapport spécial de la Cour des Comptes sur les établissements publics soumis à un contrôle annuel 2000 que «le champ de contrôle de la Cour des Comptes devrait encore être étendu à tous les établissements publics».

2. Vu que la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a adopté les conclusions suivantes dans son rapport pour avis du 29 mars 2004 sur le projet de loi 5268 modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg:

«Au-delà de la question spécifique du FUAk, la commission s'est interrogée sur le contrôle des autres établissements publics ainsi que des communes.

Vu les développements de la commission dans son rapport relatif au rapport spécial de la Cour des Comptes sur les établissements publics soumis à un contrôle annuel 2000 et vu les développements figurant ci-dessus relatifs à la terminologie à employer en matière de contrôle de la Cour des Comptes, la commission estime qu'il faudrait réformer l'article 2 (2) et (3) de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes (champ de contrôle).

La commission estime que la Cour des Comptes doit être habilitée à contrôler la gestion financière des autres personnes morales de droit public, à l'exception de ceux tombant sous le contrôle bancaire.

Au vu de ces réflexions, il serait dès lors inutile d'insérer dans chaque loi portant création d'un établissement public le contrôle de la Cour.

La commission estime encore que le contrôle des communes devrait être aligné sur celui des établissements publics par l'extension des compétences de la Cour des Comptes actuelle. Une minorité de la commission envisage également l'opportunité de la création d'une Cour des Comptes spécifique.»

3. Vu la nécessité de sauvegarder les compétences du Ministre de l'Intérieur en matière de procédure budgétaire communale et de tutelle financière sur les communes, et de combiner ces compétences avec un contrôle des finances communales dont la nature et l'étendue devront être calquées sur les attributions actuelles de la Cour des Comptes.

4. Vu que la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture a adopté les conclusions suivantes dans son rapport du 21 avril 2004 sur le projet de loi 5103 portant création d'un établissement public nommé „Centre de Musiques Amplifiées“:

«Il est finalement proposé de rayer, au paragraphe (5) de l'article 7, le bout de phrase „quant à l'emploi conforme des concours financiers publics qui lui sont affectés“ pour soumettre entièrement l'établissement au contrôle de la Cour des Comptes. Compte tenu du fait que le Conseil d'État n'a pas critiqué ce libellé qui est repris dans d'autres projets de loi (notamment celui portant création du Centre culturel et de Rencontre Abbaye de Neumunster), et après avoir pris note du fait que la loi sur la Cour des Comptes sera modifiée afin de permettre le contrôle financier complet de chaque établissement public par la Cour des Comptes, la commission convient de ne pas changer le texte, vu l'urgence du projet de loi sous rubrique. Elle insiste toutefois sur le contrôle complet des finances de l'établissement public par la Cour des Comptes, conformément aux conclusions de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et à l'accord politique de tous les partis représentés à la Chambre des Députés.»

5. Vu que l'instruction du Gouvernement en conseil ayant pour objet de fixer une ligne de conduite et des règles générales en matière de création d'établissements publics dispose dans son article 9 que «tous les établissements publics dont question à l'article 2 ci-dessus¹ sont soumis au contrôle d'un réviseur externe et à celui de la Cour des Comptes conformément aux dispositions légales réglant le fonctionnement de cette Cour».

6. Vu que l'instruction du Gouvernement en conseil ayant pour objet de fixer une ligne de conduite et des règles générales en matière de création d'établissements publics dispose dans son article 1^{er} que l'instruction «ne s'applique pas à l'Entreprise des Postes et Télécommunications, à la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, à la Banque Centrale du Luxembourg et à la Société Nationale de Crédit et d'Investissements».

décide

de modifier comme suit l'article 2 (2) et (3) de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes:

«(2) La Cour des Comptes est habilitée à contrôler la gestion financière des autres personnes morales de droit public, à l'exception de l'Entreprise des Postes et Télécommunications, de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, de la Banque Centrale du Luxembourg et de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement.

(3) Les personnes physiques et morales de droit privé bénéficiant de concours financiers publics af-

fectés à un objet déterminé peuvent être soumises au contrôle de la Cour des Comptes quant à l'emploi conforme à la destination de ces fonds.»

(s.) Jeannot Krecké, François Bausch, Robert Mehlen, Jean-Paul Rippinger.

¹ L'article 2 de cette instruction du Gouvernement définit trois catégories d'établissements publics:

- établissement public à caractère administratif;
- établissement public à caractère industriel et commercial;
- établissement public à caractère culturel, social et scientifique.

M. le Président.- D'Chamber hëlt Akt vum Dépôt vun där Resolution a mir kommen dann elo un d'Lecture vum Projet de loi 5134.

3. 5133 - Projet de loi portant organisation du Service de Renseignement de l'État

5134 - Projet de loi relative à la classification de pièces et aux habilitations de sécurité

5135 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la Sécurité des Informations entre les Parties au Traité de l'Atlantique Nord avec ses annexes 1, 2 et 3 signé par le Luxembourg le 14 juillet 1998 (suite)

Lecture du texte du projet de loi 5134 (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 30 si gelies an ugeholl.

Dir Damen an Dir Hären, mir stëmmen dann elo of iwwert de Projet de loi 5134.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5134 et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi 5134 ass ugeholl mat 36 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm an 19 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach (par M. Nico Loes), Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beïssel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Xavier Bettel), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. John Schummer) et John Schummer;

MM. Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

A voté non: M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer,

Georges Wohlfart (par M. Alex Bodry) et Marc Zanussi;

M. Aly Jaerling;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

An da komme mer elo zur Diskussion vum Projet de loi 5165 iwwert de Blanchiment.

Une voix.- Neen.

M. le Président.- Entschëllegt, do ass nach ee Gesetz dertëscht, dat ass also nach de Projet de loi 5135.

Mir kommen zur Lecture vun den Article vum Projet de loi 5135 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi 5135 (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen dann elo doriwwer of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5135 et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi 5135 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach (par M. Nico Loes), Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beïssel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Niki Bettendorf), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par Mme Simone Beïssel) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Alex Bodry) et Marc Zanussi;

MM. Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

A voté non: M. Serge Urbany.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

An da komme mer elo nach un en anere Punkt. Déi Häre Robert Mehlen a Gast Gibéryen hunn den Artikel 76 vum Chambersreglement geltend gemaach, fir eng Question parlementaire N° 2520, déi se gestallt haten a bis dohin net beäntwert kritt hunn. Dat gëtt hinnen d'Recht opgrond vun deem Artikel fir déi Fro hei an der Chamber virzebréngen an de Statsminister huet sech bereet erkläert, fir dann direkt dorobber ze antworten. Wie bréngt se fir?

(Interruption)

Den Här Mehlen huet also d'Wuert.

4. Question parlementaire N° 2520 de MM. Robert Mehlen et Gast Gibéryen relative au cumul des fonctions

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, ech wëll fir d'éischt mäi Bedauern driwwer ausdrécken, datt mer viru fënnef Méint déi Fro gestallt hunn an nach ëmmer, trotzdem datt regelméisseg Rap-pelen erausgaange sinn, keng Antwort kritt hunn. Ech ka mer an deem Zesummenhank net verknäifen ze soen, datt den Här Statsminister, wéi e sengerzäit hei ugetratt ass, ugekënnegt hat, hie kéim regelméisseg hei an d'Chamber Deputéierten opfroen, an d'Deputéierte mussen och leider feststellen, datt wa si him eng Fro stellen, datt se méintelaang musse waarden an dann elo an dësem Fall kuerz virum Schluss vun der Sessioun an der Legislaturperiod d'Chambersreglement mussen applizéieren, fir iwwerhaupt eng Antwort ze kréien.

Wourëm geet et hei? Dir erënnert lech, datt am Kader vun der Santésaffär d'Chamber hei Konkusioune gezunn huet. An eng vun deene wichtege Konkusiounen aus där ganzer Enquête an aus där Debatt war déi, datt an Zukunft héich Statsfunktionnaire keng Funktioune solle matenee cumuléieren, well se sech, lapidar gesot, selwer géinge kontrolléieren.

Dir wësst alleguer, datt mer an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ganz lieweg Diskusiounen iwwer verschidde Cumulfunktioune vum Administrateur général am Bauteministère haten an datt dat och dobaussen zu enger ganzer Partie Froe gefouert huet an datt jiddereen d'Gefill hat, datt dat manifestement net gutt wier.

Et konnt een awer feststellen, datt a leschter Zäit wou dee Mann a Funktioun war - net esou ganz laang eier en dann zimlech onfräiwëlleg ofgetratt ass - en nach Funktiounen dobäi kritt huet, déi an dee Beräich gefall sinn, deen hien eigentlech a senger héijer Funktioun direkt ënnert der Bauteministesch exercéiert huet. Dat ass an eisen Aen total contraire zu deem gewiescht, wat d'Chamber deemools an hire Konkusiounen aus där Santésaffär zréckbehalen huet. Dat huet dozou gefouert, datt de Gast Gibéryen an ech dem Här Statsminister als deejéinegen, dee fir d'Organisatioun vun der Regierung zoustänneg ass, d'Froe gestallt hunn:

1. A wat fir engem Mooss ass d'Regierung dem Wonsch vun der Chamber - als eng vun de Konkusiounen aus der Santésaffär - nokomm, fir esou Cumulen, wou ee Fonctionnaire an engem an deemselwechte Beräich op verschidde-nen Niveau Responsabilitéiten huet, ofzebauen oder op d'mannst an Zukunft ze évitéieren?

2. Kënnt Dir eis en Tableau comparatif zoukomme loossen iwwert dës Evolutioun zënter dem Ofschloss vun der Santésaffär am Abrëll 1999, woubäi d'Evolutioun am Bauteministère eis schéngt vu besonneschem Interessi ze sinn.

3. Kënnt Dir eis driwwer informéieren, wéi am eenzelne mat de Ré-munératiounen aus dëse Cumulé-verfuere gëtt? Dat heescht, do gëtt et jo och eng Rei Diskusiounen driwwer. Dat heescht, a wat fir engem Mooss si d'äerfe mat dem Gehalt cumuléiert ginn oder mussen un de Stat zréckbezuelt ginn.

Wéi gesot, mir hu fënnef Méint, no-deem datt déi Fro gestallt ginn ass, ëmmer nach keng schrëfflech Antwort kritt, déi mer eis gäre gewënscht hätten, well een dat jo net einfach esou a kuerze Wieder ka beäntweren. Leider musse mer elo op d'Chamberprozedur zréckgräifen a mir sinn da gespaant op déi mëndlech Antwort vum Här Statsminister.